



Groupe de Travail Harmonisation des Cadres Politiques et Juridiques (GTHPJ)
30 avril 2025, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTPJ/04/2025- Doc n°04a et annexe
Original : français

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DES ACTES DE L'UNION

Point N°4 de l'ordre du jour

| | |
|--|--|
| 1. Objet Propositions d'amendement de la convention et du règlement d'exécution de la convention de l'UPAP | 2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Actes de l'Union ;• Plan d'actions de la Commission politique et régulation du cycle quadriennal 2022-2025 |
| 3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Examiner le présent document de travail• Formuler toutes observations pertinentes | |

I. INTRODUCTION

L'un des objectifs majeurs du programme d'activités 2024-2025 de l'UPAP est d'assurer l'harmonisation des instruments juridiques de l'Union à travers la formulation de propositions d'amendement aux Actes de l'UPAP et autres cadres juridiques régissant l'organisation et le fonctionnement des organes de l'UPAP. Pour ce faire, le Secrétariat général de l'UPAP a, au cours de la période sous revue, procédé à un examen approfondi de la Convention de l'UPAP et de son Règlement d'exécution. Cet examen a permis de déceler des insuffisances ou incohérences et de proposer des amendements pour y remédier. Ainsi, les propositions d'amendement aux Actes de l'Union portent principalement sur :

- a. la promotion du genre dans la version française des Actes de l'Union ;
- b. les droits et obligations des Etats membres et des membres associés, et
- c. l'introduction d'un nouveau mode d'élection des fonctionnaires élus (le vote par acclamation).

II. OBJECTIFS DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT

Les objectifs poursuivis par les propositions d'amendement sont entre autres de :

- Harmoniser les dispositions de la Convention de l'UPAP et celles du Règlement d'exécution de la Convention ;
- Renforcer la promotion du genre au sein de l'Union dans la version française des Actes de l'Union ;
- Introduire les meilleures pratiques internationales en matière de vote en l'occurrence le vote par acclamation ;
- Assurer le pourvoi effectif des sièges et/ou postes au sein des organes tout en améliorant la capacité financière de l'Union à travers des propositions visant à réaménager les conditions de perte du droit d'occupation des postes au sein des organes de l'Union.

III. DECISION ATTENDUE

L'équipe spéciale d'experts juridiques est invitée à examiner et formuler tout(es) commentaire, observations ou proposition pertinente.

| REFERENCES | OBSERVATIONS | PROPOSITIONS D'AMELIORATION |
|---|--|--|
| CONVENTION DE L'UPAP | | |
| PROMOTION DU GENRE | Dans la version française des Actes de l'Union, Les termes « Secrétaire général » et « Secrétaire général adjoint » ont été utilisés au masculin dans toutes les dispositions qui y font référence. Il convient alors de prendre en compte le genre féminin dans le but de promouvoir le genre. | ARTICLE PREMIER de la Convention de l'UPAP « Secrétaire général » désigne à la fois le secrétaire général ou la secrétaire générale ; « Secrétaire général adjoint » désigne à la fois le secrétaire général adjoint ou la secrétaire générale adjointe |
| ARTICLE 20-3 : DROITS DES MEMBRES Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années consécutives envers l'Union perd le droit : | Le terme « consécutif » implique que les Etats membres jouissent des droits qui leur sont reconnus par l'Union tant qu'ils n'accumulent pas des arriérés de contributions de façon consécutive. Autrement dit un Etat membre peut avoir dix (10) années d'arriérés de contribution et continuer à jouir de ses droits dès lors qu'il a pris le soin de ne pas accumuler ses arriérés de façon consécutive. | ARTICLE 20-3 : DROITS DES MEMBRES Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années consécutives envers l'Union perd le droit : ... |

| | | |
|---|---|---|
| | <p>En revanche, un Etat peut avoir seulement deux (02) années d'arriérés de contribution et perdre ses droits en raison du caractère consécutif de ses arriérés de contribution annuelle.</p> <p>Il convient alors de corriger également cette incohérence.</p> | |
| <p>ARTICLE 20-3, b) :</p> <p>DROITS DES MEMBRES</p> <p>Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années consécutives envers l'Union perd le droit :</p> <p>(b) d'occuper des postes au sein de l'Union ;</p> | <p>L'occupation des postes s'entend des postes électifs (Secrétaire général et Secrétaire général adjoint), des postes au Secrétariat général, des sièges au Conseil d'administration, des sièges du bureau de la Conférence des plénipotentiaires et des sièges du bureau des commissions administratives et techniques. A cet effet, l'article 12-1 du Règlement d'exécution de la Convention exige des Etats membres desquels sont ressortissants les candidats aux postes de Secrétaire général et Secrétaire général adjoint d'être à jour de leurs contributions obligatoires y compris celles de l'exercice en cours.</p> <p>Par ailleurs, l'article 9-1, f) du Règlement du personnel de l'UPAP prescrit que les Etats membres desquels sont ressortissants les candidats à un poste au Secrétariat général ne doivent pas accumuler plus d'un an de retard de paiement des contributions obligatoires.</p> <p>Il en résulte alors une incohérence entre les dispositions de l'article 20-3, b) de la Convention et celles des article 12-1 du Règlement d'exécution et 9-1, f) du Règlement du personnel de l'Union.</p> | <p>ARTICLE 20-3, b) :</p> <p>DROITS DES MEMBRES</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tous les Etats membres jouissent des mêmes droits ; 2. Chaque Etat membre dispose d'une voix dans les réunions de l'Union ; 3. Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins deux années consécutives envers l'Union perd automatiquement le droit : <ul style="list-style-type: none"> (a) de vote ; (b) d'occuper des postes au sein de l'Union ; (b) de bénéficier de l'assistance technique de l'Union ; (c) d'abriter les réunions des organes de l'Union. |

| | | |
|--|---|--|
| | <p>Il convient alors de corriger cette incohérence afin d'harmoniser les conditions financières exigées pour occuper un poste au sein de l'Union. Pour ce faire, il y'a lieu tout en distinguant les postes/sièges au Conseil d'administration, à la Conférence des plénipotentiaires de ceux du Secrétariat général de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - séparer les dispositions relatives à la perte du droit d'occuper des postes de celles relatives à la perte des autres droits en cas d'accumulation d'arriérés de contributions obligatoires ; - Conserver le seuil de deux (02) années pour la perte du droit de vote, de bénéficier de l'assistance technique de l'Union et du droit d'abriter des réunion des organes de l'Union ; - Fixer le seuil d'une année d'arriéré de contributions obligatoires pour la perte du droit d'occuper des postes au sein du Conseil d'administration, des commissions administratives et techniques et de la Conférence des plénipotentiaires . - Harmoniser l'exigence d'être à jour des contributions obligatoires y compris de l'exercice financier en cours pour les postes électifs et les autres postes au Secrétariat général de l'UPAP. - Insérer le terme « automatique » pour préciser qu'il ne sera nullement besoin de suivre une procédure formelle de prise d'une décision portant perte de ces droits. Cette pratique est suivie par l'UPU (Cf.150, 1 et 2 du Règlement général de l'UPU) - Prévoir aussi la levée automatique desdites sanctions | <p>4. Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins une année envers l'Union perd automatiquement le droit d'occuper des postes au sein des organes de l'Union, à l'exception du Secrétariat général.</p> <p>5. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il convient avec l'Union de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriéré assorti d'un premier versement au moment de la signature dudit plan.</p> <p>6. Les membres associés n'ont ni le droit de vote, ni celui d'occuper des postes au sein de l'Union.</p> |
|--|---|--|

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>ARTICLE 9 DU REGLEMENT DU PERSONNEL :</p> <p>CONDITIONS</p> <p>1. Nul ne peut être élu ou recruté et nommé à un poste au Secrétariat général de l'Union :</p> <p>f) Si l'Etat membre dont le candidat est ressortissant est en retard de plus d'un an de paiement de contributions ;</p> <p>f) <i>Si l'Etat membre dont le candidat est ressortissant n'est pas à jour de ses contributions obligatoires y compris de l'exercice financier en cours</i></p> |
|--|--|---|

REGLEMENT D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE L'UPAP

ARTICLE 13: Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint

Le vote par acclamation n'est pas expressément prévu dans les Actes de l'Union. Or, il est de plus en plus utilisé dans les organisations internationales. Il convient alors de le prévoir expressément dans les Actes de l'UPAP.

ARTICLE 13 : Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint

1. Lorsqu'il y a une seule candidature aux postes de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint, il est procédé à un vote par acclamation ;

2. Lorsqu'il y a au moins deux (02) candidats aux postes de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint:

2.1.

2.2.

2.3.

| | | |
|--|---|---|
| <p align="center">ARTICLE 20 :</p> <p>DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES ASSOCIES</p> <p>1. Les membres associés ont le droit et l'obligation de :</p> <p>a) prendre part au cadre de dialogue entre les acteurs du secteur postal ;</p> <p>b) participer aux études relatives au développement du secteur postal ;</p> <p>c) prodiguer des conseils à l'Union sur des problématiques pointues/techniques et formuler des recommandations/avis sur des questions soumises par le Conseil d'administration ;</p> <p>d) formuler des recommandations à la Conférence, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration</p> | <p>Cet article fixe sans distinction les droits et obligations des membres associés. Aussi, les obligations contenues dans cet article ne sont pas exhaustives. Ainsi, il convient de prévoir expressément les obligations manquantes et de séparer les droits des devoirs dans des articles spécifiques à l'instar des dispositions des articles 19 et 20 de la Convention</p> | <p align="center">ARTICLE 20 :</p> <p>DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES ASSOCIES</p> <p>1. Les membres associés ont le droit de :</p> <p>a) prendre part au cadre de dialogue entre les acteurs du secteur postal ;</p> <p>b) participer aux études relatives au développement du secteur postal ;</p> <p>c) prodiguer des conseils à l'Union sur des problématiques pointues/techniques et formuler des recommandations/avis sur des questions soumises par le Conseil d'administration ;</p> <p>d) formuler des recommandations à la Conférence, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration ;</p> <p>e) lever des financements au profit de l'Union ;</p> <p>f) participer aux activités de l'Union.</p> |
|--|---|---|

| | | |
|---|--|---|
| <p>e) mener toute autre activité confiée par le Conseil d'administration ;</p> <p>f) lever des financements au profit de l'Union ;</p> <p>g) participer aux activités de l'Union.</p> | | <p>2.(Nouveau) Les membres associés ont l'obligation de :</p> <p>a) mener toute autre activité confiée par le Conseil d'administration ;</p> <p>b) Payer les contributions obligatoires ;</p> <p>c) Respecter les dispositions de la Convention et du Règlement d'exécution de la Convention</p> |
|---|--|---|